Synthèse à l'attention du Représentant Résident sur la conjoncture économique internationale et nationale à fin mai 2016

Sur la base de la note de conjoncture économique publiée par le Ministère du Plan du Niger en fin mai 2016, la présente note fournit une description synthétique de l'évolution récente et les perspectives de court de terme d'indicateurs économiques et financiers clés (croissance économique, inflation, prix, situation monétaire) aux niveaux international, régional et national, au titre du premier trimestre 2016. Elle fournit aussi des informations précieuses sur les opinions des ménages et des entreprises sur la situation économique nationale.

1. Environnement international et régional

Cet environnement est marqué au premier trimestre 2016 par une reprise plus faible qu'anticipée. Ces évolutions ont entrainé une révision à la baisse, par le FMI en avril, des prévisions de la croissance économique mondiale pour les années 2016 et 2017 à respectivement 3,2% et 3,5%. Après un niveau de 0,3% en 2015, l'inflation devrait remonter à 0,7% et 1,5%, respectivement en 2016 et 2017 pour les pays avancés. Dans les pays émergents et en développement, elle baisserait légèrement pour se situer à 4,5% en 2016 et 4,2% en 2017, la baisse des prix des produits de base étant compensée par la dépréciation/dévaluation des monnaies. En général, l'inflation globale devrait être plus importante que prévue en 2016 du fait de la réévaluation à la hausse du prix moyen annuel du pétrole au cours du mois d'avril.

En Afrique subsaharienne, le taux de croissance prévu est de 3% pour 2016, 4% pour 2017, après 3,4% pour 2015. Dans cette région, les évolutions des taux de croissance demeurent étroitement liées à celles des prix sur les marchés des produits de base. Dans la zone UEMOA, les estimations faites en mars donnent une prévision de croissance de 6,3% pour 2016 et 6,6% pour 2017 après 6,3% en 2015. Ces estimations sont en baisse par rapport à celles du mois de janvier 2016 à cause de la baisse du prix de cacao sur le marché mondial. Le cacao, principal produit d'exportation de la Côte d'Ivoire, a en effet perdu près de 10% de sa valeur au cours du premier trimestre 2016.

Concernant les matières premières, les cours augmentent pour la plupart des produits exportés par le Niger. Le prix du baril de pétrole, après avoir plongé de 18% en janvier 2016 par rapport à fin 2015 a enregistré une augmentation à partir du mois de février. En effet, le prix du baril est passé de 29,8 USD en janvier à 31 USD en février, puis à 37,3 USD en mars pour remonter à 40,8 USD en fin avril. Cette hausse est le résultat de la diminution de la production dans les pays non membres de l'OPEP ainsi qu'au Nigéria et en Irak. A fin mai, le prix du baril s'est établi à 45,9 USD, soit une augmentation de 54% par rapport à sa valeur de janvier 2016. Concernant l'uranium, la baisse entamée depuis le mois de novembre 2015 se poursuit. A fin mars 2016, l'uranium a perdu plus de 9% de sa valeur moyenne trimestrielle par rapport à fin décembre 2015. Entre mars 2015 et mars 2016, le prix de l'uranium est en baisse de 24,8%. Cependant, il est à noter une hausse de 0,7% au cours du mois de mai.

2. Environnement national

Au niveau national, les dernières estimations du taux de croissance économique sont de 3,5% pour 2015, contre 7% pour 2014. Cette décélération de la croissance est essentiellement imputable à la faible augmentation de la production agricole (1,2% contre 11,9% en 2014) et aux chutes des

productions d'uranium (-1%) et surtout du pétrole brut (-12,7%). Le taux de croissance du PIB serait de respectivement 5,2% et 5,6% en 2016 et 2017. Les prix à la consommation sont en hausse de 1,9% en mai 2016 par rapport au mois précédent, largement imputable à la progression de 4% des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées, la composante la plus importante de l'indice. La hausse des prix de ces produits pourrait s'expliquer par les anticipations de dépenses du mois béni de Ramadan. En glissement annuel, les prix à la consommation ont enregistré une hausse de 2,1% en mai 2015. Les prix des matériaux de construction ont baissé de 1,7% au premier trimestre 2016 par rapport au quatrième trimestre 2015. Cette situation résulte, entre autres, de l'accroissement de l'offre de ciment sur le marché nigérien, en particulier, la marque « Ciment Dangote » faisant passer le prix à la tonne de 135.000 FCFA en 2015 à 110.000 FCFA en 2016 sur certains points de vente.

S'agissant de la situation financière, en fin mars 2016, le cumul des recettes totales s'élèvent à 146,8 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 18,6% par rapport aux prévisions de la loi de finances rectificative de 2016. Ces recettes sont en baisse de 12,8% par rapport à leur niveau de fin mars 2015, résultant d'une baisse de 9% des recettes intérieures et de 10% des recettes douanières par rapport à la même période en 2015. Par ailleurs, l'évolution des recettes et des dépenses ont conduit à la détérioration du solde global au premier trimestre 2016. Le déficit cumulé s'est établi à 61,9 milliards de FCFA. Cependant, en mars 2016, la masse monétaire affiche une tendance haussière par rapport à son niveau de décembre 2015, soit respectivement 1187,7 milliards contre 1153,2 milliards. Concernant les échanges extérieurs, la valeur du déficit de la balance commerciale a doublé à cause de la baisse des exportations mais surtout de la hausse des importations d'équipements destinés à la lutte contre le terrorisme.

Par ailleurs, la perception du climat des affaires par les entreprises continue sa phase descendante entamée fin 2015 et le rythme de recrutement a été identique à celui du trimestre passé. Certaines entreprises du secteur des mines ont même affirmé avoir réduit leurs effectifs. Toutefois, les responsables d'entreprises sont optimistes par rapport à l'évolution de la conjoncture économique au cours du deuxième trimestre 2016 et projettent globalement des recrutements à l'exception de certaines entreprises des secteurs du commerce et des mines. Concernant les ménages, au cours du premier trimestre 2016, leur opinion sur leur niveau de vie continue de s'améliorer en ayant le sentiment que la progression des prix à la consommation est maitrisée par rapport au trimestre précédent. En outre, le deuxième trimestre 2016 s'annoncerait favorable selon l'opinion des ménages. Cette situation traduirait un regain de confiance des ménages sur l'évolution de leur niveau de vie et devrait stimuler leurs dépenses de consommation ou d'investissement.

3. Implications sur la coopération entre le Ministère du Plan et le PNUD

Dans l'ensemble, les grandes lignes de la note de conjoncture font ressortir une certaine amélioration des performances économiques en 2016 (5,2%) par rapport à 2015 (3,5%) avec des perspectives positives pour 2017 (5,6%). Concernant le deuxième trimestre 2016, les ménages et les entreprises restent confiants quant à l'évolution des demandes et des prix, les chefs d'entreprises prévoyant à cet effet d'accroître leurs investissements. Toutefois, la note de conjoncture souligne quelques points négatifs en ce qui concerne, en particulier, l'environnement économique et financier national. Ces points négatifs doivent attirer l'attention du Bureau du PNUD dans sa coopération avec le Niger en général et le Ministère du Plan en particulier dans le cadre de ses efforts d'accompagnement du processus de développement du pays. Ainsi, du point de vue des finances

publiques, on note une baisse des recettes intérieures, en particulier les recettes douanières. Cela nécessite un redoublement des efforts dans la mobilisation des ressources surtout internes à laquelle ***le PNUD peut pleinement contribuer en renforçant son appui à la mise en œuvre du Programme de Réforme de la Gestion des Finances Publiques (PRGFP)***. L'appui du PNUD peut, entre autres, s'opérer à travers ***la poursuite des formations sur les Documents de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) entamée l'an dernier en collaboration avec le Pôle de Dakar et visant à renforcer les capacités des cadres nationaux concernés pour une amélioration de la préparation et de l'exécution budgétaire, en préparation de la mise en œuvre des nouvelles directives de l'UEMOA relatives à l'approche programme***.

Par ailleurs, le pessimisme exprimé par les entreprises opérant dans le secteur des mines quant aux perspectives économiques de court terme, doit être saisi par le Bureau comme une opportunité pour une reprise et un renforcement de la coopération avec le Ministère des Mines. ***Dans ce sens, l'appui du Bureau peut s'orienter vers un renforcement des capacités du Ministère pour une bonne application du code minier au bénéfice des populations riveraines des sites dans un contexte de baisse des prix de l'uranium.*** Cet appui entrera en droite ligne ***des programmes sociaux miniers en capitalisant sur l'expérience du Bureau acquise à travers la mise à disposition au Ministère des mines d'un expert en droit minier entre 2012 et 2015.***

Concernant la forte propension de l'Etat à investir dans les équipements sécuritaires, le PNUD peut travailler en étroite collaboration avec le Gouvernement ***afin de trouver un point d'équilibre entre ses investissements sécuritaires massifs et d'urgence et les investissements économiquement productifs propres à accélérer la croissance économique et le développement***. L'appui du Bureau en la matière peut s'opérer à travers ***le nouveau Centre d'Etudes Stratégiques et de Sécurité lancé en juillet dernier et en collaboration avec le Secrétariat exécutif de la Stratégie de Développement et de Sécurité (SDS Sahel-Niger) et ce, dès la formulation des PTA 2017***.